

L'interview de la semaine Paraît chaque samedi

> Nicolas Musy, expert de la Chine et fondateur de China Integrated

«Pékin ne veut pas dominer le monde»

Propos recueillis par Bastien Buss

Le Temps: Cela fait presque un quart de siècle que vous êtes en Chine. En deux mots, qu'est-ce qui a changé?

Nicolas Musy: Presque tout. Le pays s'est structurellement modifié, à une vitesse difficilement imaginable dans l'esprit des Occidentaux. Prenons un seul exemple, à mon arrivée, il n'y avait pas un seul immeuble dépassant six étages. Aujourd'hui, c'est une forêt de gratte-ciel qui s'élève vers le ciel de Shanghai. Ils ont poussé comme des champignons depuis 1994.

– Et maintenant c'est la deuxième puissance économique mondiale et on parle du siècle chinois...

– Oui, mais tout avait déjà été planifié par Deng Xiaoping. La Chine en était restée au même stade que dans les années quarante. Après les incidents de Tiananmen de 1989, l'essor a vraiment débuté. Avec différentes phases de vives accélérations économiques et de creux mais qui n'ont jamais vraiment duré puisque les autorités ont toujours été très réactives.

– La Chine change, mais aussi change le monde. Comment?

– J'ai l'intime conviction et même la certitude que son développement n'en est qu'à ses débuts. En fait, on n'a encore rien vu. Le pays est géré comme une entreprise. Avec le gouvernement qui agit comme un conseil d'administration, donne les orientations. Ensuite c'est aux différentes régions, les directeurs généraux, de mettre en place les plans décidés et la stratégie. Et cela fonctionne avec succès. Les hommes passent mais les projets restent et sont concrétisés, quoi qu'il arrive à l'interne ou à l'international.

– C'est-à-dire?

– Il faut comprendre un aspect fondamental, qui est largement méconnu à l'étranger. Tout y est dicté par la situation intérieure, par les besoins de son économie. Si la Chine lorgne sur des ressources ou des entreprises à l'étranger, c'est uniquement dans l'optique de satisfaire ses besoins, de répondre à la demande interne et pas pour flatter son ego expansionniste. Le gouvernement a encore énormément de travail ici avant de lorgner ailleurs. Ce système est accepté et soutenu par la majorité de la population. Il le sera aussi longtemps qu'elle en recueille les fruits, qu'elle voit sa

situation s'améliorer, même si pour certains habitants le rythme peut être nettement moins rapide. Rappelons que la population est partie d'une situation extrêmement rudimentaire, faites de privations. Et comme tout le monde aspire à des lendemains encore meilleurs, ce système s'auto-alimente. La Chine est donc au-devant de trente nouvelles années de croissance durable.

– Mais il y a aussi l'envers du décor. Dumping salarial, pollution, régime autoritaire...

– On ne peut évidemment le nier. Mais le développement économique reste l'argument irréfutable. Dans la logique chinoise, tout repose là dessus. Certes, quelque 100 millions de personnes vivent encore en dessous du seuil de pauvreté. Mais 500 millions en sont sortis ces vingt dernières années, soit l'ensemble de la population européenne. Ajoutez à cela que les salaires augmentent année après année et vous comprendrez que l'essor démocratique n'est pas forcément pour demain.

– La main-d'œuvre devient plus onéreuse par rapport à d'autres pays, où des entreprises délocalisent.

– Cette histoire du Vietnam ou de l'Indonésie confine un peu au mythe. De très rares entreprises ont franchi le pas. La Chine reste ultra compétitive en termes de coûts de production et de qualité. Quelques régions industrielles sont devenues plus chères en termes de coûts, mais cent cinquante kilomètres plus loin, la situation est toute autre. De plus, la production chinoise va fortement se robotiser ces prochaines années. Voyez Foxconn, le producteur notamment des iPhone qui veut se doter d'un million de robots d'ici à 2013 pour compléter sa main-d'œuvre chinoise, elle aussi d'un million.

– Mais le réservoir d'employés diminue en Chine.

– Pas vraiment. Quelque 200 millions de personnes vivent encore à la campagne ou dans des zones faiblement industrialisées sans être employées utilement. Près de 50% de la population chinoise est encore rurale, bien loin du stade d'un pays industrialisé. Il y a encore un très fort potentiel.

– Les besoins en énergie semblent sans limites ici. Qu'en est-il du développement de l'énergie verte?

– Le chemin pris vers la valeur ajoutée va exactement dans ce



Nicolas Musy: «La Chine est au-devant d'une décennie de consommation indigène.» ARCHIVES

sens. Le gouvernement veut des moyens de production moins polluants, moins gourmands en CO₂, car il ne dispose tout simplement pas des énergies nécessaires pour faire face aux besoins énergétiques de sa population ou de son économie. Les énergies

vertes feront aussi partie des relations d'affaires que la Chine aura avec le monde. Elle est déjà le plus grand producteur de panneaux solaires et d'éoliennes de la planète.

– Et le manque d'énergie?

– Le pays se doit d'augmenter ses capacités. Ce qui passe malheureusement par les énergies fossiles, à défaut d'une alternative pour l'instant. Chaque semaine, une nouvelle usine à charbon est ouverte. Pour les centrales nucléaires, c'est presque une tous

L'hyper-confiance

Entrepreneur et homme d'affaires ayant établi plusieurs structures en Chine, Nicolas Musy conseille aussi d'autres entreprises qui veulent s'implanter ou se développer dans le pays. La société qu'il a créée, China Integrated (CH-ina), fait le relais avec les entreprises helvétiques. Présent depuis plus de 20 ans dans le pays, ce spécialiste, né en 1961 et Fribourgeois par son père, estime que l'essor de la deuxième économie mondiale n'en est qu'à ses débuts. L'expert et ingénieur physicien de l'EPFL a livré au Temps son décryptage de l'avenir de ce pays. **B. B.**

les deux mois. Trois quarts des nouvelles centrales nucléaires qui verront le jour ces dix prochaines années le seront en Chine. L'Empire du Milieu tient toutefois à parvenir à 15% d'énergie non fossile à la fin de la décennie, en partant aujourd'hui de presque rien.

– D'une croissance tirée par les exportations, la consommation intérieure doit prendre le relais...

– Lors de la dernière crise économique, le pays s'est rendu compte qu'il était en partie vulnérable et trop dépendant de ses exportations. Depuis 2009, il y a eu une accélération du développement du marché intérieur, avec des projets d'infrastructure pharaoniques, train, routes, ports, aéroports, etc., afin de doper l'économie nationale. Par ce biais, il favorise la création d'emplois.

C'est donc la quadrature du cercle: stimuler la consommation intérieure, alimentée par 1,3 milliard de personnes en commençant par l'infrastructure intérieure. Nous sommes au-devant d'une décennie de consommation indigène.

– Le nationalisme économique chinois s'accorde assez mal avec une forte expansion à l'étranger des entreprises chinoises...

– C'est une vision tronquée de la réalité. Les fusions et acquisitions à l'étranger sont encouragées pour réduire le gigantesque excédent de la balance commerciale. Mais fondamentalement, les sociétés du pays restent très peu internationales. Combien d'entre elles sont connues à l'étranger? Il n'y a guère que Lenovo, Huawei et Haier. Elles ont beaucoup de mal à s'internationaliser parce qu'elles ne sont en contact avec le reste du monde que depuis vingt ans. Elles ont énormément de peine à comprendre comment cela fonctionne ailleurs.

– Mais ils apprennent vite.

– Bien sûr, mais il faudra encore quelques dizaines d'années. Au risque de me répéter, il faut garder à l'esprit que toute activité à l'étranger est destinée à assurer la sécurité de l'approvisionnement intérieur. Tout le reste n'est que secondaire. Les Chinois ne veulent pas dominer le monde. Ils n'ont pas le temps d'y penser. Pour l'instant du moins...

«La même situation que dans l'Arc lémanique»

> La Chine va détrôner les Etats-Unis d'ici à 2020

Le Temps: Selon HSBC, d'ici à 2050, la Chine aura dépassé les Etats-Unis comme première puissance économique mondiale. Votre avis?

Nicolas Musy: Selon moi, cela interviendra beaucoup plus tôt. Je pars du principe que la Chine va détrôner les Etats-Unis d'ici à 2020, au plus tard entre 2030 et 2040, avec, de plus, une économie qui alliera qualité et innovation. Mais il y a bien sûr des écueils. Notamment les vices de la corruption. Surtout lorsqu'ils ont des répercussions pour l'ensemble de la population. L'accident du train à grande vitesse, qui a fait 40

morts, conjugué avec les enquêtes de corruption en cours au sein du Ministère des rails, l'a mis en lumière. Il y a deux choses à ne pas prendre aux Chinois, sous aucun prétexte: leur porte-monnaie et leur santé.

– Des dangers menacent: inflation ou bulle immobilière. Alors atterissage en douceur ou brutal?

– Les taux de croissance peuvent fluctuer, mais, comme indiqué, l'expansion économique est une nécessité absolue pour le pays. Il fera donc tout pour y parvenir. Ensuite, prenons par ordre. L'inflation est sous contrôle. Elle sera de l'ordre de 4,5 à 5% sur l'année, ce qui est plus que l'objectif, mais on s'attend à ce qu'elle se réduise à

3,5% dès l'année prochaine. Et quel pays en développement ne connaît pas cette situation, alors que de centaines de milliards ont été injectés dans l'économie mondiale et que la planche à billets tourne à plein régime?

– Et l'immobilier?

– La Chine connaît pour l'heure un peu la même situation que l'Arc lémanique, toutes proportions gardées. Une énorme demande pour peu d'offre. Il y a clairement une surchauffe, ou une petite bulle, au niveau des biens immobiliers de luxe, avec insuffisamment d'objets disponibles. En ce qui concerne les biens moins onéreux, la situation ne présente pas de dangers. Le gou-

vernement est en train de construire 10 millions de logements subventionnés. Pas de quoi alimenter une bulle à mon avis. Les politiques de ralentissement du marché fonctionnent d'ailleurs et les prix ont commencé à baisser. C'est nécessaire, car, avec l'augmentation des prix, le commun des mortels n'a tout simplement plus les moyens d'acheter. Tout comme dans la région lémanique.

– De nombreux gouvernements reprochent à la Chine la sous-évaluation de sa devise. Va-t-on vers une guerre des monnaies?

– Je ne le pense pas. Aujourd'hui, personne n'a intérêt à ce que la croissance chinoise cale. Raison pour laquelle toutes les récrimina-

tions américaines depuis dix ans sur le niveau du renminbi ne sont que formelles. Personne ne met plus de pression particulière au niveau des droits de l'homme. Cela reste au niveau des mots et pas des actions, malheureusement.

– Le pays peut-il, doit-il réévaluer sa monnaie à terme?

– Je pense que la monnaie sera rendue convertible d'ici à 2020. Entre-temps, la politique interne et un soutien suffisant des exportateurs dictera les réévaluations. A l'heure actuelle, vu la crise européenne et les difficultés des exportateurs chinois, il ne faut s'attendre à rien, ou presque. **Propos recueillis par B. B.**

>>> Sur Internet

Retrouvez l'interview intégrale www.letemps.ch